

Wojciech Morawski

LES PRINCIPAUX COURANTS POLITIQUES EN POLOGNE A LA VEILLE DU COUP D'ETAT DE 1926 ET LEURS CONCEPTIONS ECONOMIQUES

Le but de cette étude est d'analyser certaines trames des programmes économiques des principaux courants politiques en Pologne avant le coup d'Etat de mai 1926, cela sous l'angle de leur impact sur la stabilité du système de démocratie parlementaire. Le rapport des forces politiques à la Diète issue des élections de 1922 est présenté par le relevé¹ suivant :

Droite	28,0 ‰
Union populiste-nationale (ZNL)	22,0 ‰
Parti chrétien-national (SChN)	6,0 ‰
Centre	29,9 ‰
Démocratie chrétienne (ChD)	10,0 ‰
Parti ouvrier national (NPR)	4,1 ‰
Parti paysan polonais (PSL) « Piast »	15,8 ‰
Gauche	22,1 ‰
Parti paysan polonais (PSL) « Wyzwolenie » (Libération)	10,9 ‰
Parti socialiste polonais (PPS)	9,3 ‰
Communistes	0,4 ‰
Autres groupements de la gauche	1,5 ‰
Minorités nationales	20,0 ‰

¹ Source : A. Próchnik, *Pierwsze piętnastolecie Polski niepodległej* [Les premières quinze années de la Pologne indépendante], Warszawa 1983, p. 112.

Comme on peut le voir, politiquement la plus unie était la droite représentée par la Nationale-démocratie figurant alors sous le nom d'Union populiste-nationale. C'était le groupement le plus puissant à la Diète. Le mouvement nationaliste sera un des principaux héros des considérations qui suivent.

Le petit Parti chrétien-national représentait le courant conservateur. Le conservatisme polonais, qui avait joué avant 1914 un rôle considérable, surtout en Galicie, grâce à la loi électorale curiale, était condamné à disparaître de la scène politique dans la Pologne indépendante, du fait des élections universelles. Et effectivement, si, à la Diète de 1919 - 1922, avaient encore siégé de nombreux députés conservateurs du fait de la reconduction des mandats parlementaires d'avant-guerre, les élections de 1922 les avaient balayés de la surface de la vie politique. Seul avait persisté le groupe des conservateurs de Grande-Pologne et de Galicie orientale. Ils le devaient à leurs anciennes attaches avec la Nationale-démocratie qui avait accepté de présenter aux élections une liste commune. Il semblait donc qu'il n'y avait pas d'autre issue pour les conservateurs que de se crispier à l'alliance avec la Nationale-démocratie.

Les groupements de la Démocratie chrétienne et du NPR, constituant l'aile droite du centre, ne joueront pas considérablement dans notre propos.

Le vrai centre était constitué, sinon au sens idéologique, du moins dans les proportions arithmétiques, par le PSL « Piast ». C'était, politiquement parlant, la représentation de la paysannerie plutôt cossue, plus proche pour les questions programmatiques fondamentales de la droite nationaliste que de la gauche. Arithmétiquement cependant, le « Piast » se situait exactement au centre du spectre politique et, en toute matière concrète, de lui dépendait si le vote pencherait au profit de la droite ou de la gauche. Le « Piast » tirait avantage de cette position, faisant des ouvertures aux deux parties et suivant ceux qui pouvaient lui promettre davantage.

Le deuxième parti paysan, le PSL « Wyzwolenie » (Libération) appartenait à la gauche et manifestait une nette hostilité au « Piast ». Sur toutes les questions importantes de programme qui distinguaient la droite de la gauche, la ligne de partage passait

justement en travers du mouvement paysan, pétrifiant ainsi sa division politique.

Le parti représentant le plus authentiquement la gauche était le Parti socialiste polonais dont les hésitations programmatiques seront essentielles dans la suite de ces considérations.

Pour de nombreuses raisons qu'on ne saurait présenter ici, le mouvement communiste ne disposait pas à la Diète d'une représentation quantitativement signifiante. Pour la stabilité du système, il était important en tant que concurrent des socialistes, en tant que rival prêt à tirer les bénéfices de la politique trop conciliatrice du PPS. En ce sens il exerçait une influence sur la face politique de ce dernier.

Le paysage politique de Diète était complété par les groupements des minorités nationales. Elles n'étaient évidemment pas toutes de gauche. On peut cependant les situer, en simplifiant quelque peu, sur la gauche du spectre politique car, en règle générale, ces groupements votaient contre la Nationale-démocratie.

De ce survol des forces, par la nature des choses très simplifié, il découle que la stabilité du système issu des élections dépendait des rapports entre trois courants politiques : nationaliste, socialiste et paysan, et du degré auquel ce système était capable d'exprimer et d'évacuer les tensions sociales. Cette questions sera le principal objet de nos considérations.

Au départ, une remarque méthodologique. La méthode le plus souvent adoptée dans l'étude de la pensée politique consiste à définir la position de tel parti donné ou de tel homme politique vis-à-vis des « questions » particulières, p.ex. sur la réforme agraire, le mouvement coopératif, etc. La qualité de cette méthode s'exprime dans la clarté de l'image obtenue. Elle facilite également les analyses comparées. Son défaut est que l'on extrait d'une certaine entité logique, telle qu'est la vision du monde de quelqu'un, pour les traiter à proprement parler d'une manière arbitraire, certains fragments. L'image ainsi obtenue peut même être vraie, mais elle ne sera jamais complète. Dans ce procédé en effet s'estompe la hiérarchie des questions particulières et, de ce fait, nous sommes enclins à utiliser la nôtre. De plus, les éléments particuliers de la vision du monde forment une série de postulats

découlant les uns des autres. On ne devrait donc pas perdre de vue cette suite.

Parmi les mouvements politiques qui retiennent notre attention, le plus intéressé à défendre le statu quo était le mouvement nationaliste. Il était en effet conscient que la modification éventuelle des règles du jeu pouvait lui apporter plus de pertes que de profits. Commençons donc par lui cette étude.

Au centre de l'idéologie de la Nationale-démocratie se situait le concept de nation. Deux thèses fondamentales en découlaient : la supériorité de la nation sur les autres formes d'intégration de la collectivité humaine (p.ex. sur l'Etat), et la signification secondaire des conflits apparaissant dans la communauté nationale au regard des risques extérieurs courus par cette communauté. De ces deux thèses découlaient des postulats sociaux et économiques concrets. De la première thèse découlait le libéralisme économique du parti, apparemment surprenant parce que non doublé du libéralisme politique. L'opposition aux tendances étatistes était cependant chez les nationalistes conséquente et venait des craintes que la revendication de la sphère d'activité de l'Etat ne pouvait aboutir qu'au prix du rétrécissement de la sphère d'activité de la nation. Sans nous prononcer sur le bien-fondé de ces craintes, remarquons uniquement que, dans la première moitié du XX^e siècle, elles situaient le mouvement nationaliste en quelque sorte « à contre-courant » d'un des trends dominants de l'évolution sociale et condamnaient à la perte graduelle mais inévitable des influences dans les groupes sociaux de plus en plus nombreux qui attachaient leur existence matérielle au secteur étatique. Il semble que cette question avait eu pour les destins de la Nationale-démocratie une signification primordiale.

La seconde thèse peut être définie comme un postulat de solidarité nationale. Ici également une restriction s'impose. Le mouvement nationaliste ne se considérait jamais comme le porte-parole de quelque groupe ou classe sociale. Dans leurs déclarations, comme certainement dans leur profonde conviction, les hommes qui décidaient de la face de ce mouvement se considéraient comme les porte-parole de toute la nation. On peut évidemment dire que les mots d'ordre de solidarité sociale et d'extinction des conflits pétrifient l'état de possession existant et, en ce

sens, sont avantageux pour ceux qui actuellement sont privilégiés. C'est vrai. Ici cependant il n'y va pas de « démasquer le vrai visage » des dirigeants nationaux-démocrates, chose tant de fois déjà faite, mais de reconstituer leur mode de penser. Quels conflits craignaient donc les nationalistes ?

Le 13 juillet 1924, à la réunion du Conseil général du ZLN, le président du Comité directeur de l'Union, Stanisław Głąbiński, disait : « Il y a, à n'en pas douter, certaines collisions entre l'agriculture et l'industrie, la campagne et la ville, l'ouvrier et l'entrepreneur, mais quiconque part du point de vue des intérêts nationaux généraux et du point de vue l'Etat démocratique, fondé sur l'égalité en droits de tous, celui-là doit reconnaître et comprendre que toutes ces différences ont un caractère secondaire ». Et plus loin : « La théorie sur la contradiction des intérêts des villes et des campagnes (*sic* !) est très profondément enracinée. Elle était à la base de la création de nos temps d'organisations ouvrières distinctes et . . . de partis ouvriers distincts, qu'ils s'appellent socialistes ou chrétiens-démocrates ou nationaux-ouvriers, tous ces partis partent de fait du principe que dans la société règne la lutte des classes »². Dans cette déclaration une chose retient l'attention. Les nationaux-démocrates craignaient à un degré à peu près égal deux conflits : la campagne-la ville et les ouvriers-les patrons. Ces deux craintes avaient suscité certains méandres dans la pensée nationaliste d'avant 1926. Le problème était en effet qu'on ne pouvait aplanir les deux conflits simultanément. En simplifiant et ramenant les choses à la sphère des intérêts concrets, on peut dire qu'ils avaient un axe commun : la relation des prix des articles agricoles et des produits industriels. En abaissant (par un système de réglementation, après 1921 par la politique douanière) les prix des denrées alimentaires, on pacifiait l'atmosphère parmi les ouvriers mais on antagonisait la campagne. En procédant inversement, on calmait les campagnes mais on aiguillait les conflits dans les villes.

² *Program gospodarczy ZLN. Przemówienie p. o. dra Stanisława Głąbińskiego* Le programme économique du ZLN. Discours du député Dr Stanisław Głąbiński], Warszawa 1924, p. 6.

Une telle vue de la réalité sociale condamnait aux inconséquences. La Nationale-démocratie se concentrait sur l'adoucissement du conflit qu'elle considérait au moment donné comme le plus menaçant. Du point de vue de la Nationale-démocratie, cela avait aussi de bons côtés. La mise de l'accent sur le conflit ville — campagne permettait d'antagoniser les partis paysans et ouvriers, repoussait la combinaison la plus menaçante pour la droite, notamment la coalition centre-gauche. Il en résultait aussi un certain confort psychique: voici que les partis de classe égoïstes luttent pour leurs intérêts particuliers alors que seule la droite pense dans les catégories sociales générales et veille sur l'ensemble.

Jusqu'en 1921, le conflit ville — campagne se jouait autour de la suppression ou du maintien de la réglementation du commerce. Les partis paysans réclamaient la suppression de la réglementation, les partis ouvriers revendiquaient son élargissement. En ce temps, étant donné la force considérable de la gauche, la Nationale-démocratie occupait une position plutôt proindustrielle. Dans son programme de 1919, nous lisons : « Le ZLN reconnaît le développement des villes, de l'industrie et du commerce comme la principale base du progrès économique et social de toute la nation. Il est dans l'intérêt des ouvriers et des paysans tout comme dans celui des couches bourgeoises »³.

Le compromis conclu en 1923, appelé pacte de Lanckorona, équivalait à une certaine réorientation du programme de la Nationale-démocratie. Nous y lisons que la politique économique « doit encourager le développement de la production agricole, de l'industrie polonaise, de l'artisanat et du commerce »⁴. L'Etat a pour tâche de « dûment encourager l'agriculture, force écono-

³ *Program ZLN z 1919 roku [Programme du ZLN de 1919]*, in : A. Bełcikowska, *Stronnictwa polityczne w Polsce w roku 1925 [Les partis politiques en Pologne en 1925]*, Warszawa 1925, p. 86.

⁴ Cf. *Zasady współpracy stronnictw polskiej większości w Sejmie w 1923 roku, tak zwany « Pakt Lanckoroński » (który jednak nic wspólnego z Lanckoroną nie miał, podpisany bowiem został w Warszawie, w dniu 17 maja 1923 roku) [Principes de coopération des partis de la majorité polonaise à la Diète en 1923, dit « Pacte de Lanckorona » qui, cependant, n'avait rien de commun avec la localité de Lanckorona car il a été signé à Varsovie le 17 mai 1923]*, Warszawa, s.d., p. 10.

mique fondamentale de la nation »⁵. Dans le discours cité de juillet 1924, Stanisław Głąbiński avait dit : « Aujourd'hui, même les villes et notre industrie doivent avouer qu'elles sont malades surtout de n'avoir pas de débouchés au pays [...] parce que le propriétaire foncier ni la paysannerie qui constitue la majeure partie de notre population, n'ont pas de pouvoir d'achat. Or ils ne peuvent disposer du pouvoir d'achat que si on rend plus faciles leurs conditions de vie, si on leur donne les moyens d'écouler librement leurs produits pour qu'ils puissent obtenir des prix raisonnables »⁶. Et plus loin : « Le ZLN s'oppose résolument à ce que l'Etat suscite des antagonismes artificiels entre la ville et la campagne, l'agriculture et l'industrie, en encourageant unilatéralement l'une et délaissant l'autre, il s'oppose en particulier aux taxes douanières et autres restrictions à l'exportation en un moment où le pays ne risque pas de manquer les produits indispensables à l'alimentation de la population ou à la défense du pays »⁷. Malgré la neutralité apparente de la première partie de cette déclaration, la seconde dénote une nette orientation proagraire.

La situation économique se détériorant dans le courant de 1924, le ZLN fut obligé de réviser ses principes programmatiques — dans le sens de la sauvegarde de l'équilibre budgétaire et de l'économie dans son entier, même au prix de l'envenimement des deux conflits potentiels. Tout d'abord y passa la législation sociale jusque-là modérément appuyée par la Nationale-démocratie qui y voyait un facteur d'adoucissement des tensions. Dans les résolutions du congrès du ZLN du 24 octobre 1924, nous trouvons déjà des postulats d'allongement de la durée du travail et d'économies dans la sphère de la sécurité sociale. Il s'y trouve cependant encore des accents proagraires, l'agriculture étant en effet considérée comme la branche de l'économie pouvant sauver la balance commerciale⁸.

⁵ *Ibidem*, p. 11.

⁶ *Program gospodarczy ZLN...*, p. 7.

⁷ *Ibidem*, p. 21.

⁸ A. Belcikowska, *op. cit.*, p. 95.

La chute du gouvernement de Grabski vers la fin de 1925 ouvrait à la Nationale-démocratie une possibilité de revenir au pouvoir. Cette fois cependant, son principal partenaire dans « la grande coalition » sur laquelle se fondait le gouvernement d'Aleksander Skrzyński, devaient être les socialistes. Il s'est produit quelque chose qui théoriquement semblait impossible : l'alliance droite-socialiste, par-dessus le centre paysan. Les frais de cette alliance devaient être payés par la campagne. L'essence de cette combinaison a été définie avec une sincérité bouleversante, quoique confidentiellement, par le leader du club parlementaire du PPS, Norbert Barlicki. Donnons la parole à l'un des principaux leaders de la Nationale-démocratie, Juliusz Zdanowski, qui, le jour de la constitution du nouveau gouvernement, avait noté dans son journal : « La crise a eu pour effet tactique la fureur de Witos contre tout et contre tous, d'avoir cessé d'être la dernière instance. Il ressent ce que Barlicki appelle confidentiellement, en quatre yeux : "Il faut en finir avec ces manants" »⁹.

Le 20 janvier 1926, le gouvernement de Skrzyński introduisait des taxes prohibitives à l'exportation du froment¹⁰, voulant faire baisser les prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur. Cette décision, prise au nom de l'apaisement des états d'esprit dans les villes, portait un coup grave aux intérêts de l'agriculture. Le prix politique payé par la Nationale-démocratie pour cette décision était élevé. La décision avait en effet été prise au moment où les propriétaires fonciers étaient découragés pour la Nationale-démocratie du fait de son consentement à la réforme agraire. Dans le mouvement paysan, cette même réforme avait produit une sorte de vide programmatique. Déjà le 16 décembre, écrivant sur les conservateurs du SChN, Zdanowski avait remarqué : « Le plus plaisant c'est que leur dieu, leur salut et leur espoir est maintenant Witos, celui qu'ils considèrent comme le principal promoteur de cette réforme agraire qui est, d'après eux, l'unique point par lequel on regarde le monde. Seul Witos premier ministre — tel est leur mot d'ordre actuel »¹¹. Effectivement, plaisante devait

⁹ Bibliothèque de la PAN à Cracovie, ms 7862 : J. Zdanowski *Dziennik [Journal]*, t. 1, pp. 302 - 303.

¹⁰ *Dziennik Ustaw RP*, [Journal des Lois de la RP], 1926, n° 6, texte 34

¹¹ J. Zdanowski, *op. cit.*, p. 317.

sembler dans le rapport des forces existant la perspective d'une alliance conservatrice-paysanne au nom des intérêts communs de la campagne. Les conservateurs devaient à la Nationale-démocratie leur existence à la Diète. En même temps, en tant que groupement par nature opposé à la réforme agraire, ils semblaient jusque-là condamnés au conflit avec le mouvement paysan. C'est justement ce qui aurait dû inquiéter Zdanowski. Propriétaires fonciers et paysans avaient en effet un intérêt commun. Dans le système existant, il ne pouvait pas s'articuler. Il devait donc par la force des choses déstabiliser ce système. Ainsi y avait-il une assez grande dose d'exagération dans les craintes de la gauche, de mai 1926, que renaisse l'alliance entre la Nationale-démocratie et le mouvement paysan de 1923. Elle ne pouvait renaître que comme une certaine combinaison tactique. En tant qu'important compromis dans le style du pacte de Lanckorona elle était en effet morte. La Nationale-démocratie s'était entre-temps réorientée des positions proagraires vers les proindustrielles. Occupons-nous maintenant de ses partenaires dans ce nouveau jeu.

En août 1921, le XVIII^e Congrès du PPS avait interdit au parti de participer aux gouvernements conjointement avec les partis « bourgeois ». En décembre 1923, le XIX^e Congrès avait annulé cette interdiction pour le cas où « l'exige l'intérêt de la classe ouvrière »¹². Le PPS cependant restait toujours dans l'opposition. C'était pour le parti ouvrier une situation de quelque façon naturelle et, d'une certaine manière, commode.

Un parti proclamant son intention de rester dans l'opposition peut se sentir libéré de la responsabilité pour le mode courant de gouvernement. Au contraire même, sur les erreurs de ces gouvernements il assoit l'extension de ses influences. Le programme du parti gouvernant doit être élaboré avec beaucoup plus de soin, il doit par ailleurs être intérieurement cohérent. Il doit définir non seulement ce qui doit être fait, mais aussi à quel prix ou aux dépens de qui. On peut dire qu'un tel programme doit comporter un solde. Tels avaient été les programmes d'avant mai de la Nationale-démocratie. Cela également, avouons-le, quand ce parti

¹² A. Bełcikowska, *op. cit.*, p. 359.

ne prenait pas directement part aux gouvernements. Personne n'exige tout cela d'un parti se trouvant par programme dans l'opposition. Son programme en effet est construit non pour être réalisé mais pour rallier à ses étendards le plus grand nombre possible de mécontents. Tel était le programme du PPS. C'était une vision d'envergure du développement de la législation sociale, de la socialisation de nombreuses branches de l'économie, de l'ingérence de l'Etat au nom de la protection des plus déshérités. Cette conception comportait cependant une lacune. Elle ne disait pas clairement à partir de quelles sources cette politique coûteuse serait financée. Il était question, il est vrai, de charges devant grever les classes possédantes, mais les réformes de Grabski, fondées principalement sur ces sources, devaient démontrer leurs limites.

En 1925, les socialistes avaient peu à peu commencé à envisager la possibilité d'entrer de telle ou autre manière au gouvernement. En découlait la nécessité de solder le programme, de le reformuler de manière à ce qu'il devienne réalisable. On pouvait miser sur la solution révolutionnaire avec toutes les possibilités qu'elle ouvrait. Puisque cependant on s'était décidé à assumer une part de responsabilité dans le cadre de l'ordre existant, deux possibilités s'offraient : ou renoncer à une grande partie du programme social, voire consentir à annuler les conquêtes déjà acquises, ou se prononcer ouvertement pour l'inflation en tant qu'unique moyen d'équilibrer le budget.

L'offre de la Nationale-démocratie de l'automne 1925, relative à la coalition commune, pouvait être attractive pour les socialistes. Dans les conditions de la baisse du zloty, la droite offrait le gel des frais d'entretien par une baisse des prix des denrées alimentaires. Cette offre, remarquons-le, n'était pas désintéressée. Une telle manœuvre affaiblissait la pression sur l'augmentation des salaires, permettait une baisse relative du coût de la main-d'oeuvre et l'amélioration de la rentabilité de l'industrie polonaise. Des socialistes on attendait en échange du « réalisme », c'est-à-dire leur consentement à une diminution des salaires dans la fonction publique et à un programme d'économies draconien.

Au printemps 1926 cependant, face à la radicalisation de la classe ouvrière et au risque de perdre les influences au profit des

communistes, l'alliance entre le PPS et la Nationale-démocratie devait se briser. Le lent mûrissement de la conscience que, dans cette situation, l'acceptation ouverte de l'inflation avec tous ses maux mais aussi ses avantages est l'unique issue, était un des processus intéressants intervenant au sein du PPS à la charnière de 1925 et 1926.

Le premier à en prendre conscience fut Jędrzej Moraczewski. A la date du 30 septembre 1925, Maciej Rataj avait déjà écrit : « Les conférences [tenues] chez moi [...] ont disqualifié les idées de sortir des difficultés au moyen d'une nouvelle monnaie (Moraczewski !) »¹³. Parmi les conditions auxquelles le PPS avait consenti à entrer dans le gouvernement Skrzyński s'était cependant trouvée, en plus des postulats socialistes traditionnels, la lutte contre le risque de l'inflation. Pour la plupart des dirigeants socialistes, l'inflation constituait toujours une menace, et, pour l'éviter, ils avaient consenti en décembre 1925 à des concessions dans la sphère sociale. Au printemps 1926 cependant, confronté à de nouvelles attaques contre les conquêtes sociales, le PPS se décidait à proposer ouvertement un programme inflationniste. Le 16 avril, les socialistes le proposaient aux autres partenaires de la coalition. Ayant rencontré leur opposition, le PPS avait commencé à s'orienter vers l'abandon de la coalition. Le 17 avril, la nouvelle orientation du parti étant déjà universellement connue, le socialiste Zygmunt Marek expliquait à Stanisław Głąbiński « qu'en tant qu'élève il apprécie son savoir mais aujourd'hui de nouvelles théories économiques renversent les anciennes [...] que l'impression du papier-monnaie pour les investissements ne nuit pas au cours des valeurs, qu'il faut réduire la couverture de la Banque de Pologne »¹⁴.

Pour arriver à de telles conclusions, les socialistes avaient dû surmonter la forte barrière psychique dressée après les expériences de 1923. Mais ils avaient tout simplement tiré les conclusions logiques de leur décision d'entrer au gouvernement dans le cadre du rapport des forces existant. Décidée à défendre *le status quo*,

¹³ M. Rataj, *Pamiętniki, 1918 - 1927* [Mémoires, 1918 - 1927], Warszawa 1965, p. 337.

¹⁴ Z. Zdanowski, *op. cit.*, p. 350.

la Nationale — démocratie voyait à peu près comme suit le rôle des socialistes : « s'il devait y avoir une lutte, il faut la retarder tant que la ligne séparant les deux fronts ne passe pas entre les socialistes et les communistes. Sur ce terrain seulement la victoire serait sûre »¹⁵. Les socialistes avaient traité sérieusement l'offre de la Nationale-démocratie d'entrer au gouvernement. Adaptant le programme à leur nouveau rôle, ils avaient fait preuve d'une grande solidité et de courage intellectuel. Ils n'avaient pas hésité à avancer le mot d'ordre impopulaire de l'inflation. Mais les conclusions auxquelles ils étaient définitivement parvenus n'étaient pas ce que la Nationale-démocratie attendait d'eux.

L'alliance entre les socialistes et les nationaux-démocrates est apparue peu durable. Cependant elle a été ressentie d'une manière très réaliste par ceux contre qui elle était orientée, notamment la campagne. Dans le mouvement paysan, ces événements étaient tombés à un moment particulier. En décembre 1925, la Diète avait définitivement adopté la loi sur la réforme agraire, sous une forme très modérée, dans l'esprit du pacte de Lanckorona de 1923. En 1919, Maciej Rataj avait écrit : « Le point principal, on peut dire unique, qui intéressait et animait les électeurs paysans, était le mot d'ordre de la réforme agraire, non pas sous une forme précisée ou même aux contours esquissés, mais en tant que « terre pour ceux qui la travaillent »¹⁶. Il semble qu'après six ans, cette phrase n'avait rien perdu de son actualité. La loi de 1925 était loin de répondre aux rêves paysans. Cependant elle fermait de quelque façon la question. L'éloquence politique du mot d'ordre de changement des principes de la réforme agraire était de toute évidence moindre que la revendication même de la réforme. Ainsi s'était produit dans le mouvement paysan quelque chose comme un vide programmatique qu'il importait de combler.

Relevons ici quelques traits particuliers du mouvement paysan. Les autres courants politiques s'étaient constitués, en règle générale, autour de certaines idées programmatiques pour lesquelles on s'efforçait par la suite de gagner des partisans. Le mouvement paysan se trouvait généralement dans une situation opposée : il

¹⁵ *Ibidem*, p. 337.

¹⁶ M. Rataj, *op. cit.*, p. 30.

n'y avait pas de problème avec la base, le problème c'étaient les idées. Cela venait des traits spécifiques de la clientèle de ce mouvement, qui attendait de ses dirigeants plutôt le règlement d'une quantité de menues affaires qu'une offre idéologique conçue avec envergure. Pour ces raisons, le mouvement paysan, à la différence de l'ouvrier, ne se sentait pas bien dans l'opposition. Aussi, à part les affaires primordiales pour la campagne, telle la réforme agraire, les partis paysans se trouvaient plus souvent en position d'attente de propositions que de promoteurs d'idées. Cela préjugeait de certaines faiblesses du mouvement paysan, mais aussi de sa souplesse.

Le PSL « Piast » était entré au gouvernement Skrzyński pour adoucir son orientation antiagraire. Il essayait de le faire en tournant l'arme de la propagande « contre la vie chère » de manière à frapper les intermédiaires, c'est-à-dire en faisant supporter les frais de la politique des denrées bon marché par le commerce au lieu de la campagne. C'était dans une certaine mesure efficace, au total cependant le tournant politique accompli par la Nationale-démocratie était un facteur de frustration pour le mouvement paysan.

Les conservateurs, qui se considéraient condamnés à l'alliance avec les nationaux-démocrates, connaissaient aussi leurs frustrations. La première déception était venue du consentement donné par le ZLN à la réforme agraire. La politique des denrées alimentaires bon marché du temps du gouvernement de Skrzyński compromettait les intérêts des propriétaires fonciers autant et peut-être plus que les intérêts de la paysannerie. Au tournant de 1925/1926, comme on l'a indiqué, l'on avait commencé à parler d'une possibilité d'alliance des conservateurs avec le parti « Piast », au nom des intérêts communs de la campagne.

Le « renversement des alliances » de la fin de 1925 doit être reconnu comme une erreur de la Nationale-démocratie. Elle s'était permis d'abandonner ses anciens alliés, plus, elle s'était tournée contre eux. Le nouvel allié, les socialistes, est apparu être un partenaire loyal mais pas docile. L'alliance montée à tant de frais n'a duré que trois mois. Au printemps de 1926, le PPS s'est rangé aux côtés des adversaires de la Nationale-démocratie. En même temps, les visées antiétatistes des nationalistes avaient

indisposé contre eux les groupes professionnels qui leur accordaient jusque-là un certain appui : fonctionnaires, enseignants, armée, police — en un mot tout l'appareil de l'Etat. La principale force défendant le statu quo avait mené un jeu qui avait indisposé tout le monde contre elle.

Le rapport des forces politiques à la Diète de 1922 s'était formé en une période de conflits sociaux aigus et complexes, se situant cependant sur l'axe droite-gauche. Ce système était capable d'exprimer ces conflits, bien que les années suivantes les états d'esprit se soient déplacés vers la gauche. Le problème c'était en effet qu'au milieu des années vingt étaient apparus de nouveaux conflits engendrés par la montée dans la vie sociale de nouvelles tendances impossibles à situer sur l'axe droite-gauche. L'étatisme en effet peut aussi bien être de gauche que de droite. On peut en dire autant de l'agrarisme se profilant tout à côté. Ces nouvelles tendances, au développement desquelles la Nationale-démocratie avait elle-même contribué par un machiavélisme trop poussé, n'avaient aucune possibilité de se manifester dans le rapport des forces existant. Les concepts de gauche et de droite perdaient leur acuité là où il allait d'exprimer les tendances des groupes sociaux concrets, mais continuaient à ordonner officiellement la vie politique. Il s'était ainsi produit un vide politique. Ce fait, indépendamment de la pression croissante de la gauche, devait déstabiliser le rapport des forces en place. Les dirigeants nationaux-démocrates qui préparaient la stratégie de défense, pensaient dans les catégories d'il y a quelques années et voyaient les risques là où ils étaient habitués à les voir. Ils devaient payer cette erreur de la perte du pouvoir.

(Traduit par Lucjan Grobelak)